



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Lorraine

Metz, le 25 juillet 2014

UT DREAL 57

4 rue François de Guise

C.S. 50551 - 57009 METZ CEDEX 1

Courriel : ut57.dreal-lorraine@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET :

LOGIFARE à FAREBERSVILLER-SEINGBOUSE-HENRIVILLE
Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

*Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

www.lorraine.developpement-durable.gouv.fr



I] Rappel sur l'établissement

La société LOGIFARE est autorisée par arrêté préfectoral (AP) n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié à exploiter une plateforme logistique d'entreposage et une station de lavage intérieur de citernes routières.

Les installations sont notamment classées à autorisation sous la rubrique 1510-1 relative à un «stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts ».

II] Etude de toxicité des fumées en cas d'incendie

Les produits entreposés dans les différents bâtiments de l'exploitant sont principalement des DVD. Or les Etudes De Dangers (EDD) produites par l'exploitant à ce jour portent sur le stockage de matières combustibles et de polymères mais ne précisent pas les produits de combustion et les imbrûlés spécifiques à l'incendie de DVD (polycarbonate recouvert d'une couche métallique). Par courrier du 11 juillet 2011, l'Inspection avait donc demandé à l'exploitant de fournir une analyse bibliographique sur le sujet.

L'étude transmise par l'exploitant par courrier du 3 octobre 2011 montre que les connaissances scientifiques sur un éventuel incendie de CD/DVD sont limitées. Au vu des constituants de ces produits, les fumées pourraient notamment contenir des COV toxiques, des oxydes métalliques et du bisphénol-A (perturbateur endocrinien). Les caractéristiques de la combustion de ce type de produits sont également incertaines.

Il avait donc été proposé à l'exploitant de participer aux essais de combustion réalisés au niveau national par l'INERIS dans le cadre du programme DRA 72 réalisé pour le compte de la Direction Générale de la Prévention des Risques. A cette fin, l'exploitant a fourni fin 2012 deux palettes « types » de DVD conditionnés tels que stockés sur site.

Le rapport de l'INERIS sur ces essais de combustion concernant les effets thermiques conclut que la puissance maximale obtenue et l'énergie dégagée par une palette de DVD conditionnés sont comparables à celles d'une palette type de la rubrique ICPE 2662 (matières plastiques). Concernant la toxicité aigüe des fumées, les mesures en continu lors des essais n'ont mis en évidence « aucun composé toxique » selon l'INERIS.

En cas d'incendie, il conviendra toutefois d'évaluer l'impact à moyen et long terme des fumées sur l'environnement dans le cadre de la procédure de gestion post-accidentelle prévue par le ministère.

III] Mise à jour du classement ICPE de l'établissement

Par courrier en date du 8 avril 2011, la société LOGIFARE informait le Préfet du changement du classement ICPE de son activité de lavage de citernes suite à la modification de la nomenclature sur les rubriques déchets.

L'installation était auparavant classée sous la rubrique 167c : « *traitement de déchets industriels* ». Elle est désormais visée par la rubrique 2795 :

« *Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux.* »

La quantité d'eau mise en œuvre étant :

1. Supérieure ou égale à 20 m³/j : Autorisation
2. Inférieure à 20 m³/j : Déclaration avec Contrôle. »

L'exploitant a indiqué utiliser un volume d'eau de 120 m³/jour au maximum, ce qui soumet son installation au régime d'autorisation.

Dans le même courrier, l'exploitant évoquait d'autres modifications réglementaires en lien avec les rubriques visées dans son arrêté préfectoral d'autorisation :

- la rubrique 253 est désormais remplacée par la rubrique 1432 ;
- les rubriques 2662-1-a et 2662-2-a sont désormais couvertes par la rubrique 2662-2 ;
- des évolutions pour les rubriques 1414, 1530, 2517 1311, 1530, 2925, 2663 et 2920.

Une mise à jour de la situation administrative de l'établissement est proposée dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire figurant en Annexe pour tenir compte de ces évolutions.

IV] Modification des conditions de rejets des effluents aqueux

1) Contexte

Par courrier du 5 février 2014 complété par courriels du 31 mars 2014 et du 10 juillet 2014, l'exploitant a transmis au Préfet une demande de modifications de prescriptions concernant les conditions de rejets des effluents aqueux de son installation de lavage de citernes de poids lourds.

Cette station comprend 4 pistes de lavage (dont 3 pistes pour le lavage intérieur des citernes) au sein d'un bâtiment à structure métallique. Le sol est constitué d'une dalle en béton recouvert d'un produit anti-acide.

Seuls les camions ayant contenu les produits suivants sont autorisés sur cette installation :

- granulés et poudres de matières plastiques ;
- produits non solubles : ciment, chaux, sables, dolomies, céréales, produits minéraux inertes ;
- produits solubles : farines, sucres.

Le lavage des camions ayant contenu des produits non cités ci-dessus est interdit.

Le lavage s'effectue à l'eau, avec utilisation de détergents alcalins ou à base d'acide phosphorique. Pour l'ensemble du lavage, la consommation d'eau est inférieure à 2 m³ par camion. La quantité maximale d'effluents aqueux générée par la station de lavage est fixée à 120 m³ par jour dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'ensemble des eaux de lavage est récupéré par une cunette et dirigée vers la station de prétraitement interne au site. Cette station comprend les éléments suivants :

- un panier tamis amovible mis en place à la sortie de la citerne ;
- un tamis, installé à demeure, à l'entrée du séparateur ;
- un dispositif de décantation et de flottation permettant de récupérer des produits solides en suspension dans l'effluent ;
- un séparateur d'hydrocarbures.

En plus de ces éléments de pré-traitement fixés par arrêté préfectoral, l'exploitant dispose d'une installation de traitement physico-chimique (coagulation/floculation + filtres à sable et à charbon) qui s'avère nécessaire pour respecter les seuils de rejets.

Les eaux traitées sont ensuite rejetées par bâchées dans le réseau d'assainissement de Farébersviller.

Des analyses de la qualité de l'eau en sortie du site sont réalisées quotidiennement par l'exploitant (pH, MES, DCO), mensuellement par un laboratoire extérieur (nitrates, nitrites, ammonium, NTK, azote global, phosphore total, métaux, hydrocarbures totaux) et trimestriellement de manière inopinée par des organismes extérieurs (pH, MES, DCO, DBO, azote total, phosphore total, hydrocarbures totaux, HAP, indice phénols, cyanures, arsenic, métaux, fluor).

L'historique des mesures sur les dernières années montre des dépassements ponctuels sur les métaux (fer et aluminium) en lien avec les activités de lavage des citernes et du fait des produits injectés dans la station de traitement des eaux pour la coagulation/floculation selon l'exploitant.

2) Description du projet

Le projet de modifications des conditions de rejets des effluents aqueux repose sur les éléments suivants :

- une évolution de la répartition des différents produits contenus dans les camions, avec une augmentation notable des citernes alimentaires (de 6% en 2004 à 12% en 2013, avec un objectif de 15% à court terme) et une diminution des citernes de produits plastiques : les eaux de lavage sont davantage chargées en produits solubles riches en matières organiques ;
- une dégradation du fonctionnement du traitement physico-chimique : pas adapté pour le traitement des charges organiques, colmatage des filtres par les matières organiques et les produits de traitement des eaux, ajout d'une charge métallique via les produits de traitement ; cela conduit à la nécessité d'un changement fréquent des supports de filtration, entraînant un surcoût en matériels, main d'œuvre et gestion des déchets ;
- la mise en place d'une nouvelle station d'épuration communale en 2010 avec une capacité de traitement supérieure et adaptée aux effluents rejetés par ses installations selon l'exploitant.

L'exploitant a ainsi décidé d'étudier un nouveau mode de traitement de ses rejets.

La première étape a consisté en l'amélioration des connaissances sur l'effluent avant passage dans le traitement physico-chimique. Pour cela, l'exploitant a effectué une campagne sur 3 semaines en octobre 2012 (15 échantillons). Il en ressort que les rejets après prétraitement sont plutôt acide (pH = 5,51 en moyenne), faiblement chargés en MES (MES = 70 mg/l en moyenne), avec des teneurs en matières organiques biodégradables élevées (DBO₅ = 305 mgO₂/l en moyenne). Les teneurs en métaux sont faibles hors fer (Fe = 2,1 mg/l en moyenne) et aluminium (Al = 4,4 mg/l en moyenne) du fait des matériaux des citernes et de leurs équipements. Des traces de HAP (HAP16 = 0,03 µg/l en moyenne) et d'hydrocarbures (hydrocarbures totaux = 0,19 mg/l en moyenne) ont été mesurées, en lien avec le lavage extérieur des citernes selon l'exploitant.

Sur la base de cette analyse, l'exploitant propose la solution suivante pour le rejet des effluents aqueux de la station de lavage :

- maintien des installations de prétraitement sur site ;
- ajout d'une étape de neutralisation du pH ;
- traitement final par une station biologique.

La mise en place d'une station biologique sur site a été écartée du fait notamment du flux irrégulier des effluents (en lien avec des périodes sans activité de l'installation et des fluctuations journalières pouvant être importantes) et de la taille critique de l'installation.

L'exploitant s'oriente davantage sur un traitement biologique final des rejets par la nouvelle station d'épuration de Farébersviller.

Les flux correspondants représenteraient 300 équivalent-habitant (EH) pour la DCO et la DBO₅, 230 EH pour le phosphore et 80 EH pour l'azote. Cette particularité de composition est intéressante pour un rejet en station urbaine selon l'exploitant, les effluents bruts y étant souvent trop chargés en azote. Le rapport DCO/DBO₅ de 2,4 en moyenne est similaire à celui rencontré sur les stations urbaines et indique que l'effluent est adapté à une épuration biologique sur ces paramètres.

3) Acceptabilité du projet

a) Conformité des rejets

Il n'existe pas de texte national encadrant les rejets de ce type d'installation de lavage de citernes soumise à autorisation. Il existe toutefois l'arrêté ministériel du 23 décembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2795 « *Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux.* », arrêté pouvant être utilisé comme base comparative (pour rappel l'installation est soumise à autorisation au titre de cette rubrique, cf. I). Les conditions de rejet prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ne s'appliquent pas à cette activité mais sont citées ci-dessous pour information.

Le tableau ci-dessous compare la situation actuelle et la situation souhaitée par l'exploitant concernant la réglementation des rejets :

| | | Situation AP actuel | | Situation souhaitée | | AM 23/12/11* (rejet STEP) | AM 02/02/98* (rejet STEP) |
|--|------------|-------------------------|--------------------------------|-------------------------|--------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| Paramètres | Unité | VLE en concentration | Flux maxi rejetés (kg/j) | VLE en concentration | Flux maxi rejetés (kg/j) | VLE en concentration | VLE en concentration |
| pH | | de 6 à 8 | | de 5,5 à 8,5 | | de 5,5 à 8,5 | de 5,5 à 8,5 |
| Température | °C | 30 | | 30 | | 30 | 30 |
| MES | mg/l | 150 | 18 | 250 | 30 | 600 | 600 |
| DCO | mgO2/ l | 300 | 36 | 2000 | 240 | 2000 | 2000 |
| DBO5 | mgO2/ l | 100 | 12 | 800 | 96 | 800 | 800 |
| Azote total | mgN/l | 10 | 1,2 | 150 | 18 | 150 | |
| Phosphore total | mgP/l | 20 | 2,4 | 30 | 3,6 | 50 | |
| Hydrocarbures totaux | mg/l | 5 | 0,6 | 5 | 0,6 | 10 | 10 |
| HAP | mg/l | 0 | | 0,001 | 0,00012 | 0,05 | |
| PCB | mg/l | | | 0,00025 | 0,00003 | 0,05 | |
| Indice phénol | mg/l | 0 | | 0,05 | 0,006 | 0,3 | 0,3 |
| Cyanures | mg/l | 0 | | 0,02 | 0,0024 | 0,1 | 0,1 |
| Arsenic | mg/l | 0,05 | | 0,05 | 0,006 | 0,05 | 0,1 |
| Cadmium | mg/l | | | 0,01 | 0,0012 | | 0,2 |
| Mercure | mg/l | | | 0,002 | 0,00024 | | |
| Zinc | mg/l | | | 0,57 | 0,068 | 2 | |
| Cuivre | mg/l | | | 0,1 | 0,012 | 0,5 | |
| Nickel | mg/l | | | 0,1 | 0,012 | 0,5 | |
| Plomb | mg/l | | | 0,05 | 0,006 | 0,5 | |
| Chrome | mg/l | | | 0,2 | 0,024 | | |
| Chrome VI | mg/l | | | 0,01 | 0,0012 | 0,1 | 0,1 |
| Etain | mg/l | | | 0,05 | 0,06 | 2 | |
| Manganèse | mg/l | | | 0,2 | 0,024 | 1 | |
| Fer + Aluminium | mg/l | | | | | 5 | |
| Métaux totaux AP (Zn+Cu+Fe+Ni+Cr+Al+Sn) | mg/l | 1 | | | | | |
| Métaux totaux (Zn+Cu+Fe+Ni+Cr+Al+Sn +Hg+Cd+Pb) | mg/l | | | 15 | 1,8 | | 15 |
| Fluor | mg/l | 1,5 | | 1,5 | 0,18 | 15 | |
| AOX | mg/l | | | | | 5 | 1 |
| Anthracène | mg/l | | | | | 1,5 | 1,5 |
| Benzène | mg/l | | | | | 1,5 | 1,5 |
| Biphényle | mg/l | | | | | 1,5 | 1,5 |
| Dichlorométhane | mg/l | | | | | 1,5 | 1,5 |
| Ethylbenzène | mg/l | | | | | 1,5 | 1,5 |
| Naphtalène | mg/l | | | | | 1,5 | 1,5 |
| Toluène | mg/l | | | | | 4 | 4 |
| Xylènes | mg/l | | | | | 1,5 | 1,5 |

* certaines valeurs ne s'appliquent d'office qu'à partir d'un certain flux de polluant rejeté.

Des dépassements ponctuels de la valeur limite en chrome ont été observés dans le passé, en lien avec le lavage de camion ayant transporté de la chromite. L'exploitant s'est engagé à refuser ce type de produit dans sa station de lavage. Ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe.

b) Acceptabilité par la station d'épuration

Les effluents aqueux de la station de lavage sont historiquement rejetés après traitement dans le réseau d'assainissement de Farébersviller géré par le Syndicat d'Assainissement de Farébersviller et Environs (SAFE). Cette station dispose d'un système SBR qui est un procédé biologique à décantation interne et d'un traitement du phosphore par voie physico-chimique. Les boues extraites sont valorisées par épandage.

Afin de vérifier la traitabilité de ces effluents par la station d'épuration urbaine sans prendre en compte le traitement physico-chimique, la société LOGIFARE a réalisé des essais avec le SAFE.

Après avoir vérifié par calculs l'absence d'impact potentiel sur la qualité des boues, des effluents prétraités ont été envoyés dans le réseau du SAFE sans passage par le traitement physico-chimique sur plusieurs semaines entre juin et septembre 2013. Des analyses ont alors été réalisées sur les boues de la station du SAFE sur toute la période d'essais pour vérifier l'absence d'impact. Une surveillance journalière de la qualité des effluents en sortie de site a été réalisée au cours de cette période d'essais et des analyses ont également porté sur les effluents en sortie de station d'épuration.

Les produits de lavage utilisés étaient ceux habituels et les différentes typologies de produits lavés étaient représentatives de l'activité annuelle du site selon l'exploitant.

Les conclusions de cette étude sont les suivantes d'après les données fournies par l'exploitant :

- confirmation de la présence d'une charge organique biodégradable dans les effluents de la station de lavage ;
- résultats des analyses sur les effluents comparables à ceux des analyses effectuées en 2012 lors de la surveillance réglementaire des effluents, confirmant la représentativité des tests ;
- pas d'impact sur le respect des normes en vigueur applicables aux boues de la station du SAFE pour une valorisation agricole ;
- pas d'incidence particulière sur les rendements de la station du SAFE.

En parallèle, l'impact hydraulique du rejet de la station de lavage sur la station d'épuration du SAFE a été étudié par l'exploitant : ce rejet représenterait de 2,4 à 9,4% du débit journalier de la station d'épuration en considérant le rejet maximal autorisé de 120 m³/jour et en fonction de la pluviométrie qui impacte les débits entrants sur la station du SAFE.

L'exploitant a également examiné les flux potentiels du rejet de la station de lavage par rapport aux charges nominales de la station d'épuration : au maximum (prise en compte des flux maxi autorisés), le rejet de LOGIFARE correspondrait à environ 12% de la charge nominale de la station du SAFE en DCO, 10% en DBO5, 9% en azote global et phosphore total et moins de 3% en MES. En moyenne (prise en compte du flux moyen rejeté), le rejet de LOGIFARE correspondrait à 8% de la charge nominale en DCO, 7% en DBO5, 6% en azote global et phosphore total et moins de 2% en MES.

Dans l'hypothèse d'un rejet dans la station d'épuration, la capacité de traitement nominale de celle-ci ne serait atteinte qu'à hauteur de 7% en moyenne, laissant une marge notable pour d'autres projets.

Une convention de rejet a été signée entre LOGIFARE et le SAFE dans le cas où ce projet serait autorisé. A la demande de l'exploitant, l'analyse de la concentration en MES à chaque bâchée serait remplacée par une analyse de turbidité. La surveillance des rejets en sortie du site de LOGIFARE serait renforcée avec le suivi de paramètres complémentaires (Cd, Hg, Pb, PCB, AOX, BTEX,...) en

cohérence avec la surveillance qui s'impose par ailleurs aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2795 et dans un objectif de protection du milieu.

c) Impact sur le milieu

Les effluents aqueux de la station de lavage sont historiquement rejetés après traitement dans le réseau d'assainissement de Farébersviller. La station d'épuration de Farébersviller se rejette dans le Ruisseau de Cocheren (masse d'eau Rosselle 3) au point de coordonnées Lambert 93 : X=981638, Y=6898007. Elle est gérée par le Syndicat d'Assainissement de Farébersviller et Environs (SAFE).

Le débit maximal rejeté par LOGIFARE ne serait pas modifié par rapport au débit actuel limité à 120 m³/jour.

Les concentrations des substances organiques biodégradables seraient augmentées en sortie de la station de lavage, ces paramètres étant traités par la station d'épuration urbaine. Pour les autres substances faisant l'objet d'une modification des valeurs limites, l'exploitant a étudié l'acceptabilité par le milieu des rejets indirects de la station de lavage au regard des Normes de Qualité Environnementales (NQE) existantes, sans tenir compte d'un possible abattement par la station du SAFE.

Cette analyse et les échanges avec l'Inspection sur ce sujet ont conduit l'exploitant à proposer une réduction de ses rejets maximaux en cuivre, en mercure et en zinc.

Les VLE et flux fixés dans le projet d'arrêté préfectoral tiennent compte de ces éléments, la contribution maximale ainsi autorisée étant compatible avec le bon état du milieu calculé sur la base du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale.

4) Gestion administrative de la modification

Le projet n'engendre aucune modification sur le process de lavage des citernes, sur la nature des camions autorisés, sur les procédures en place ou sur les systèmes de sécurité.

La station de prétraitement des effluents aqueux ne sera pas non plus modifiée. Elle sera complétée par une cuve de neutralisation du pH.

Les modifications des conditions de rejets prévues sont conformes aux prescriptions applicables au niveau national et les rejets réglementés seront compatibles avec le bon état du milieu.

Au regard de l'article R512.33 du Code de l'Environnement, cette modification est donc à considérer comme non substantielle.

Certains articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation nécessitent toutefois d'être modifiés pour prendre en compte les évolutions dans le mode de traitement des rejets et pour adapter en conséquence leur surveillance et pour tenir compte de l'atteinte du bon état de la masse d'eau concernée par les rejets.

Ces modifications figurent dans le projet d'arrêté préfectoral figurant en Annexe.

V] Conclusion

Au regard des points précédents, il est proposé de soumettre à l'avis d'un prochain CODERT le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

L'exploitant a été consulté sur ce projet et la version figurant en Annexe tient compte de ses remarques.

Annexe : Projet d'arrêté préfectoral modifiant les conditions de rejet des effluents aqueux de la société LOGIFARE et mettant à jour sa situation administrative

VU le Code de l'Environnement, partie législative et partie réglementaire, notamment le titre 1er du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 5 août 2002 modifié relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 [modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation](#) ;

VU l'arrêté préfectoral N°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié autorisant la société KATOEN NATIE France à exploiter une plateforme logistique d'entreposage et une station de lavage intérieur de citernes routières à SEINGBOUSE ;

VU l'arrêté préfectoral N°2002-AG/2-91 du 5 avril 2002 prescrivant à la Société KATOEN NATIE certaines mesures en vue d'être autorisée à poursuivre son activité et à procéder à l'extension des catégories de produits stockés sur son site de SEINGBOUSE ;

VU le courrier du 7 juillet 2008 par lequel la société LOGIFARE déclare reprendre les activités de la société KATOEN NATIE France à SEINGBOUSE ;

VU l'arrêté préfectoral N°2009-DEDD/IC-3 du 9 janvier 2009 modifiant l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997 autorisant la société LOGIFARE à exploiter une plate forme logistique d'entreposage et un station de lavage intérieure de citernes routières à SEINGBOUSE ;

VU le courrier du 8 avril 2011 par lequel la société LOGIFARE déclare une modification de son classement du fait de l'évolution de la nomenclature ICPE ;

VU la demande de modification des installations transmise par l'exploitant par courrier du 5 février 2014 ;

VU le rapport en date du 25 juillet 2014 de l'Inspection des Installations Classées ;

VU l'avis XXX en date du... du CODERST au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

CONSIDERANT la nécessité de renforcer la surveillance des effluents aqueux de la station de lavage des véhicules du fait de leur rejet et traitement final dans une station d'épuration urbaine ;

CONSIDERANT que des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques pour fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à [l'article L. 511-1](#) du Code de l'Environnement rend nécessaires ;

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser la situation administrative de la société LOGIFARE du fait de l'évolution de la nomenclature ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la MOSELLE ;

A R R E T E

Article 1 : mise à jour de la situation administrative

Le tableau d'activité de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 est remplacé par celui-ci :

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Caractéristiques de l'installation | Régime |
|----------|---|---|-----------|
| 2795-1 | Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 1. Supérieure ou égale à 20 m³/j | Installation de lavage de citernes avec un volume d'eau maximum utilisé de 120 m³/j et une capacité maximale de traitement de 5 t/j de matières | A |
| 1510-1 | Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 1. supérieur ou égal à 300 000 m³ | 6 bâtiments de stockage pour un volume total de 540 000 m³ | A |
| 2160-2a | Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable 2. Autres installations a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³ | 72 silos de stockage de matières plastiques pour un volume total de 22 000 m³. | A |
| 2662-2 | Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieure ou égale à 1 000 m³, mais inférieure à 40 000 m³ | Stockage de matières plastiques pour un volume total de : 22000 m³ au sein des silos et de 12000 m³ dans l'entrepôt susvisé. | E |
| 1311-4b | Produits explosifs (stockage de) , à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public : La quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant : 4.b) Inférieure à 100 kg dans les autres cas | Poudre d'airbag : 8 kg au maximum | DC |
| 1412-2b | Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t | Stockage pour une quantité totale maximale de 40 t. | DC |
| 1414-3 | Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) 3. installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) | Installation de distribution de propane pour chariot | DC |
| 1530-3 | Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³ | Stockage de matériaux combustibles analogues (emballages, ...) pour un volume total de 4000 m³ | D |
| 2517-2 | Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant : 2. supérieure à 15 000 m³ mais inférieure ou égale à 75 000 m³ | Stockage en silos pour un volume total de 22 000 m³ | D |
| 2925 | Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour | Puissance maximal de courant continu utilisable : 135 kW | D |

| | | | |
|--------|--|--|-----------|
| | cette opération étant supérieure à 50 kW | | |
| 1432-2 | Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 | Cuve de FOD enterrée de 40 m3 soit 8 m3 en capacité équivalente | NC |
| 1611 | Acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, formique à plus de 50%, nitrique à plus de 20% mais à moins de 70% , phosphorique à plus de 10%, sulfurique à plus de 25%, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de) | Acide phosphorique en récipient de 1000 litres (5 à 15 %) pour une quantité totale de 3 tonnes maximum. Acide sulfurique (96%) pour une quantité totale de 0,2 tonne maximum. | NC |
| 2663-1 | Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc | Capacité maximum de 200 m3 | NC |
| 2910-A | Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes | Chaudières pour une puissance thermique nominale de 0,31 MW au total. | NC |
| 1630-B | Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique Le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. | Emploi et stockage de détergents pour une quantité totale de 10 tonnes maximum. | NC |

Article 2 : Exploitation

Les installations et leurs annexes sont situées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans les dossiers de demande d'autorisation et de déclaration.

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que celles-ci ne sont pas spécifiquement régies par les arrêtés préfectoraux d'autorisation.

L'exploitant met en œuvre les dispositifs permettant de s'assurer du respect des capacités maximales fixées à l'article 1 du présent arrêté et tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents permettant d'en attester.

Article 3 : Conditions de rejet des effluents aqueux de l'installation de lavage des citernes de transport

Le premier tiret du premier paragraphe de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997 susvisé est remplacé par la phrase suivante : « le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5 ».

Le tableau figurant à l'article 16.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

| Paramètres | Valeurs limites à l'émission* (mg/l) |
|--|---|
| MEST | 250 |
| DCO | 2000 |
| DBO5 | 800 |
| Azote global | 150 |
| Phosphore total | 30 |
| Hydrocarbures totaux | 5 |
| HAP(16) | 0,001 |
| PCB | 0,00025 |
| Indice phénols | 0,05 |
| Cyanures | 0,02 |
| Arsenic et composés | 0,05 |
| Cadmium et composés | 0,01 |
| Mercure et composés | 0,002 |
| Zinc et composés | 0,57 |
| Cuivre et composés | 0,1 |
| Nickel et composés | 0,1 |
| Plomb et composés | 0,05 |
| Chrome et composés | 0,2 |
| Chrome VI et composés | 0,01 |
| Etain et composés | 0,05 |
| Manganèse et composés | 0,2 |
| Métaux totaux (Zn+Cu+Fe+Ni+Cr+Al+Sn+Hg+Cd+Pb) | 15 |
| Fluor et composés | 1,5 |
| AOX | 5 |
| Anthracène | 1,5 |
| Benzène | 1,5 |
| Biphényle | 1,5 |
| Dichlorométhane | 1,5 |
| Ethylbenzène | 1,5 |
| Naphtalène | 1,5 |
| Toluène | 4 |
| Xylènes | 1,5 |

* les flux maximaux correspondent à la concentration maximale admise multipliée par le débit maximal autorisé.

La dernière phrase du premier paragraphe de l'article 17.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997 est remplacée par la suivante : « Pour chaque bâchée, les contrôles de pH, volume, température, DCO et turbidité seront effectués préalablement au rejet. ».

La prescription de l'article 17.5 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997 susvisé est remplacée par la suivante : « Un bilan technique du fonctionnement de la station de prétraitement est réalisé par un organisme extérieur tous les 4 mois de la première année de fonctionnement à compter de la notification

du présent arrêté puis 1 fois par an par la suite. Le rapport de contrôle commenté est adressé à l'Inspection des Installations Classées dans le mois qui suit sa réception par l'exploitant. »

La liste des prescriptions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997 est complétée par le point suivant : « - le volume moyen horaire de rejet, calculé pour chaque mois calendaire, est inférieur à 2,40 m³/h »

Article 4 : produits interdits pour la station de lavage

La chromite est ajoutée à la liste des produits interdits listés à l'article 50.3 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997.

Article 5 : Abrogation

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral N°2009-DEDD/IC-3 du 9 janvier 2009 et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral N°2002-AG/2-91 du 5 avril 2002 sont abrogées.

Articles d'exécution.